

Le gouvernement burundais rejette un rapport accablant d'Amnesty International

PANA, 03 février 2016 Bujumbura, Burundi - Le gouvernement burundais a rejeté mercredi le rapport d'Amnesty International faisant état de l'existence autour de Bujumbura de fosses communes contenant une centaine de victimes des violences du début du mois de décembre dernier dans la capitale burundaise. Dans ce rapport, l'ONG internationale affirme se fonder sur des images obtenues par satellite montrant la terre retournée. Pour le gouvernement burundais, il ne s'agit ni plus ni moins de la part d'Amnesty International que d'une "nouvelle tentative visant à ternir l'image du pays".

Les autorités burundaises ont en ce propos remarqué que ces images de terre retournée ont été prises dans une zone agricole et ne sauraient donc constituer une preuve matérielle de l'existence de charniers au Burundi. Un communiqué du secrétariat général du gouvernement burundais fustige par ailleurs le choix de la date de publication du rapport qui, selon lui, "montre clairement que l'ONG voulait créer l'émotion chez les chefs d'Etat et influencer leur décision au dernier sommet de l'UA, à Addis-Abeba, en Ethiopie, consacré, en grande partie à la situation de crise au Burundi. Le sommet devait, notamment, débattre sur une proposition du Conseil de paix et de sécurité de l'UA d'envoyer une Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (MAPROBU) pour enrayer la spirale de violences persistantes dans ce pays et qui ont déjà coûté la vie à au moins 400 personnes et poussé en exil forcée environ 300.000 autres citoyens au cours de ces neuf derniers mois, selon un autre rapport du Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Le communiqué salue la "sage décision" des chefs d'Etat africains de sursoir à l'envoi des troupes au Burundi pour donner la chance à une solution négociée entre tous les protagonistes de la crise. Le gouvernement burundais accuse Amnesty International d'acharnement contre le Burundi, rappelant un précédent rapport faisant état d'exécutions sommaires imputées aux militaires burundais, en décembre 2014, lors d'une offensive contre des groupes armés qui venaient d'attaquer Cibitoke et Kayanza, deux provinces de l'ouest et du nord burundais, frontalières avec le Rwanda et la République démocratique du Congo. Le gouvernement burundais rassure qu'il n'aura pas de "général" au Burundi.